

Coordination CGT
Aéronautique

Airbus Sous-traitants
Équipementiers

Fédération
sociétés
d'études

janvier 2021

AÉRONAUTIQUE : L'ARGENT PUBLIC POUR LES ACTIONNAIRES, LE CHÔMAGE POUR LES SALARIÉ·E·S, ÇA SUFFIT !!

Avec 7300 avions en commande et des milliards de trésorerie, la CGT dénonce la raison du motif économique utilisé par la direction d'Airbus pour justifier les suppressions d'emplois ! Oui la filière est riche, oui la filière a du travail ! La CGT exige l'interdiction de tout licenciement, la réembauche immédiate de l'ensemble des salarié.e.s déjà touché.e.s !

Nous les salarié.e.s, ne sommes pas un coût mais les seul.e.s créateur.ices de richesse par notre travail, nos qualifications et nos compétences. Nous sommes les acteurs de notre avenir, de celui de nos enfants et des générations futures !!

Pour ce faire, la CGT appelle à notre unité et à nous mobiliser collectivement pour la sauvegarde des emplois et du savoir-faire de l'Aéronautique et pour la reconquête industrielle.

EN OCCITANIE, LA FILIÈRE AÉRONAUTIQUE, UNE PREUVE PAR L'EXEMPLE !

Après une première vague en 2020, les dernières annonces chez AKKA et à Figeac Aéro confirment que le saccage de l'emploi est en train de s'amplifier alors que les grands donneurs d'ordres dont Airbus et les entreprises du GIFAS (Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales) se gavent d'argent public !!

C'est un exemple type que celui de la filière Aéronautique qui est en train de déployer un plan de restructuration de grande envergure prévu de longue date, accompagné de la poursuite des délocalisations dans les pays dits «à bas coût». Les discours et «larmes de crocodiles» sur la relocalisation sont un leurre pour capter l'argent public, notre argent !

LA «CRISE», UN MOYEN DE DÉTOURNEMENT MASSIF D'ARGENT PUBLIC !

Après presque un an de crise COVID, l'analyse que nous formulons en février 2020 se confirme.

La crise sanitaire est une opportunité qui permet aux donneurs d'ordres de rafler l'argent public injecté par l'Etat, par la Région Occitanie, par les deux Métropoles (Toulouse et Montpellier) ainsi que par les 13 Conseils départementaux, tout en mettant en œuvre une restructuration complète de la filière à moindre coûts sur fond :

- de fusions et de prédation de la sous-traitance de rang 1. Avec comme toujours la suppression dite «des doublons» et donc la perte des milliers d'emplois qui en résulte.
- de pressions toujours plus grandes des sous-traitants de rangs 2 et 3 pour exiger des prix et de rendements intenable, conduisant à la casse de nombreuses PME et PMI ainsi qu'à la destruction de l'artisanat.
- de casse des conventions collectives et des droits sociaux : les APC et PSE vont faire baisser les salaires, rétrograder les qualifications. Les embauches futures se feront avec un niveau social revu à la baisse.
- de développement du télétravail, pensé au départ comme source de mieux être au travail qui se retourne bien vite en nouvelle source de profits et nouvel outil d'exploitation et de flicage, isolant et transformant à terme les salarié.e.s en auto entrepreneurs ultra précarisés («ubérisation»).

POUR NOUS CONTACTER :

COORD.AERO.CGT.MIDIPY@GMAIL.COM ou UD31@CGT.FR



janvier 2021

AÉRONAUTIQUE : L'ARGENT PUBLIC POUR LES ACTIONNAIRES. LE CHÔMAGE POUR LES SALARIÉ·E·S, ÇA SUFFIT !!

EN OCCITANIE, LA CGT DÉNONCE LE CONSENSUS ACTUEL AVEC SON FAUX NEZ : « LE DIALOGUE SOCIAL »

La loi travail de Hollande et les ordonnances de Macron révèlent et produisent leur nocivité maximale en permettant aux directions de ne même plus respecter les instances représentatives du personnel, ne serait-ce que sur le droit à l'information. Demandez à vos élu.e.s!

Pour exemple, est-il admissible de s'entendre dire que les textes européens interdisent au Conseil Régional Occitanie de sauver les 35 licenciements de chez Cauquil à Mondouzil, une entreprise qui pourtant dispose de tous les atouts pour sa diversification et son développement ? Combien d'autres exemples sont à venir si rien n'est fait ?!

Dans cette logique de capitulation politique, à quoi sert l'argent public ? Les 100 millions d'argent public de la région ? Les 95 millions de la Métropole ?

Cette politique économique est d'un cynisme absolu : les salarié.e.s , par leurs impôts , financent leurs propres licenciements !

En « même temps » nous assistons à l'explosion de la pauvreté et de la faim. Dans notre région, pôle universitaire, ce sont nos jeunes qui sont majoritairement touché.e.s. C'est inacceptable ! Les millions des Conseils départementaux consacrés au plan d'urgence sociale ne suffiront pas à retrouver une situation saine sans obtenir l'arrêt de la casse industrielle, sociale et des services publics.

La mobilisation des salarié.e.s pour arrêter ces suppression d'emploi est essentielle et la CGT s'y emploie, mais le combat politique qui rime avec courage a aussi sa place ! S'affronter et gagner c'est possible ! Ainsi les pouvoirs publics ne peuvent plus faire semblant d'oublier que l'Etat est toujours actionnaire principal chez Airbus comme chez Air France ! Sur ce point, le rôle et la puissance des collectivités dont la Région, dotée de larges compétences et pouvoirs, ne peut pas se résumer à des discours d'autosatisfaction en coupant les rubans le week-end !

Ainsi l'argent public « finance » cette casse et amortit les pertes financières des sociétés. le patronat s'en réjouit. L'Etat et les collectivités locales participent à ce système et le cautionnent. Voilà ce que cela donne quand l'Etat privatise des secteurs clés en termes de réponse aux besoins de la population. La CGT réaffirme sa position sur la nécessité d'une maîtrise publique des secteurs stratégiques pour l'intérêt général et la réponse aux besoins de la population.

**IL N'Y A PAS DE FATALITÉ : REFUSONS
CETTE DESTRUCTION ET EXIGEONS NOTRE
DÛ PAR L'AUGMENTATION DES SALAIRES,
LE PLEIN EMPLOI ET LES 32 HEURES !!**

POUR NOUS CONTACTER :

COORD.AERO.CGT.MIDIPLY@GMAIL.COM ou UD31@CGT.FR